

Stop à la précarité dans tout l'enseignement supérieur!

Fédération des syndicats Sud étudiant

Le 8 Février 2010, au CNRS, à eu lieu le rendu du questionnaire lancé par l'Intersyndicale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur la précarité des personnels de ces domaines. Ce fut l'occasion également de proposer de premières analyses sur les résultats de ces questionnaires, et de formuler pour l'intersyndicale des pistes de solutions.

Le rapport auquel a donné lieu l'enquête menée à partir des questionnaires, auxquels 4500 personnes ont répondu, constitue un outil de lutte sans précédent. Il permet de connaître la réalité de la précarité dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, qui était déjà ressentie par toutes et tous.

Il montre que les personnels précaires de ce secteur sont de plus en plus nombreux/ses, qu'ils/elles sont précaires de plus en plus longtemps, et dans des conditions souvent pires que dans le secteur privé. Il décrit une aspiration générale pour la titularisation de tous les précaires et pour une véritable politique d'emploi dans l'Enseignement supérieur et la Recherche publics.

Il est donc évident que les réformes récentes non seulement n'ont pas amélioré les conditions de travail et les conditions d'études, mais les ont considérablement aggravé. SUD-Etudiant salue ce rapport initié par l'intersyndicale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dont nous sommes partie prenante.

Les doctorant-e-s en particulier composent une grande partie des précaires de l'enseignement supérieur : faible nombre de thèses financées (et sur des critères opaques), financement sur des durées trop courtes pour la réalisation de la thèse, pilotage direct de l'Etat en fonction des intérêts du moment, utilisation de cette main d'oeuvre comme une variable d'ajustement destinée à remédier au manque d'enseignant-e-s et de chercheurs/euses, développement du travail gratuit...

Il est urgent de remédier à cette situation par une augmentation considérable du nombre et de la durée des financements de thèses, et par l'instauration d'un véritable contrat de travail, moins précaire que le contrat doctoral dit « unique ».

Nous soulignons néanmoins que l'enquête ne permet pas de rendre visible la précarité des étudiant-e-s. Cette précarité est due à l'insuffisance des bourses, à l'absence d'un véritable statut étudiant, au fait que la moitié des étudiant-e-s sont contraint-e-s de travailler pour financer leurs études, dans des jobs précaires.

Bien plus, une grande partie des emplois précaires dans l'Enseignement supérieur est occupée par des étudiant-e-s (emplois dans les bibliothèques, pour les inscriptions, tutorat, étudiant-e-s de master dispensant des TD de licence).

A Paris,
Le 21 Février 2010

Sud étudiant
25/27 rue des envièrges
75020 Paris
sud-etudiant@sud-
etudiant.org

Contact des porte parole:

François Amaël:
06 84 30 78 96

Nuñez Sylvain:
06 74 67 39 83

STOP A LA PRECARITE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Fédération des syndicats Sud étudiant

Les Universités profitent actuellement de la main d'oeuvre étudiante pour tirer vers le bas les conditions de travail, les salaires, les acquis sociaux des personnels de l'Enseignement supérieur. Nous participons effectivement à la mise en concurrence des statuts et des postes, puisque nous sommes obligé-e-s de nous salarier pour continuer à étudier. Ces étudiant-e-s, précaires, travaillant dans les Universités, n'ont pas répondu au questionnaire, tout simplement parce qu'ils sont trop précaires pour se considérer comme de véritables personnels de l'Enseignement supérieur.

Ainsi, nous insistons sur le fait que la précarité des personnels de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne pourra être totalement résorbée tant que les étudiant-e-s ne disposeront pas d'un véritable statut et d'un salaire pour étudier, tant qu'ils continueront à alimenter la demande de jobs précaires dans les Universités, favorisant contre leur gré la précarisation et la mise en concurrence de tous les autres personnels. SUD-Etudiant revendique donc à cet effet la mise en place d'un salaire social pour les étudiant-e-s. L'augmentation des bourses est un minimum, et doit s'accompagner d'autres mesures sociales telles que la résorption de la sélection sociale par l'argent ou le mérite.

Les personnels et les étudiant-e-s de l'Enseignement supérieur sont soumis à des contraintes financières et administratives de plus en plus fortes, la concurrence généralisée et la multiplication des emplois précaires étant un moyen de diviser pour mieux régner. **C'est pourquoi il est urgent que la communauté universitaire s'unisse pour faire sauter le verrou de la précarité, et pour obtenir enfin que l'enseignement supérieur soit synonyme de stabilité et de solidarité.**

L'intersyndicale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fait un pas significatif dans ce sens.

La Fédération des syndicats SUD-Etudiant soutient son initiative de lancer une vaste campagne, le « Printemps des précaires », autour de la précarité dans ce secteur. Elle dénonce l'attitude du ministère, auquel a été remis le 16 février dernier le rapport sur la précarité, avec l'exigence de réponses concrètes avant la mi-mars, et qui préfère attendre les résultats de sa propre enquête, au mépris de l'urgence de remédier à la situation et de la validité du rapport de l'intersyndicale.

Le « Printemps des précaires » doit, compte-tenu de l'attitude du ministère, donner lieu à des mobilisations fortes. Chaque établissement, chaque catégorie de personnel doit aujourd'hui prendre à bras le corps cette question, et nous appelons à ce que des réunions publiques soient organisées au niveau local, pour que des revendications claires soient émises et pour mettre en place la riposte. Ces mobilisations doivent inclure les étudiant-e-s et les doctorant-e-s, et prendre en compte leurs besoins propres : un statut et un salaire pour toutes et tous.